



REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Objet de la consultation

Résidences Pau Béarn Habitat
Prestations d'exploitation et de maintenance des installations
de production de chauffage et d'ECS
Marché P2/P3 de type PF ou PFI

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le 22 août 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 Nature et étendue de la consultation	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Forme du marché	3
1.4 Allotissement.....	3
1.5 Nomenclature CPV.....	3
1.7 Réalisation de prestations similaires.....	3
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 Cotraitance.....	4
2.2 Sous-Traitance.....	4
2.3 Variante	4
2.4 Durée du marché	5
3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	5
3.1 Contenu du DCE	5
3.2 Modification de détail	5
4. MODALITES DE PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L’OFFRE	6
4.1 Pièces à produire au titre de la candidature.....	6
4.2 Pièces à produire au titre de l’offre.....	9
5. VISITE DU SITE OBLIGATOIRE.....	9
6. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
7. VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET CRITERES D’ATTRIBUTION.....	12
8. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	12
9. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	15
10. MODALITES DE SIGNATURE DE L’OFFRE	17
11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	18
12. INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS	18

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Nature et étendue de la consultation

La présente consultation concerne la passation d'un marché de service ayant pour objet l'exploitation (conduite, surveillance et réglage des installations) et la maintenance (préventive et corrective) des installations de chauffage, d'eau chaude sanitaire des résidences de Pau Béarn Habitat (PBH).

Les sites concernés sont listés dans l'annexe 1 du CCTP.

La liste du matériel et des installations est précisée dans l'annexe 4 du CCTP.

1.2 Mode de passation

La présente consultation est passée en appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, et R. 2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché de prestations de services tel que défini par l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique.

1.4 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, l'objet du présent marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage

1.6 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au(x) titulaire(s) du marché, en application et dans les conditions prévues par les articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Cotraitance

Les candidats peuvent constituer un groupement d'entreprises.

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché.

La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres.

2.2 Sous-Traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leurs montants dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Ces sous-traitants seront soumis à l'acceptation de l'acheteur ainsi qu'à son agrément quant à leurs conditions de paiement. En pareille hypothèse, une déclaration de sous-traitance via le formulaire Cerfa DC4, est joint au dossier candidature » visé à l'article 4.1 du présent règlement.

Le titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur, avant toute exécution des prestations, dans les conditions précisées au CCAP.

2.3 Variante

La présentation de variante est exigée, dans les conditions ci-après déterminées : marché P2/P3 sur 8 ans (au lieu de 5 ans en offre de base).

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes.

La réponse à l'offre de base est obligatoire. Une offre ne présentant qu'une solution variantée sans répondre à l'offre de base **serait de facto déclarée irrecevable.**

Les candidats présenteront un dossier général variantes comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent.

Ils indiqueront, outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base :

- Les rectifications à apporter, éventuellement, au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées.

Les variantes ainsi proposées devront permettre d'obtenir des performances au moins équivalentes aux prescriptions de base définies au CCTP. Ces performances devront être justifiées par tous documents.

2.4 Durée du marché

Le présent marché prendra effet au 15 octobre 2025, sous réserve que la notification intervienne avant cette date. A défaut, le marché prendra effet à compter de la date de sa notification.

Le marché est conclu pour une durée de 5 ans et s'achèvera le 14 octobre 2030 pour l'offre en base.

Le marché est conclu pour une durée de 8 ans et s'achèvera le 14 octobre 2033 pour l'offre en variante.

3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1 Contenu du DCE

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur la plateforme <https://demat-ampa.fr>

Il comprend les pièces et documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- Un acte d'engagement (AE) pour l'offre de base et sa variante, ainsi que les annexes financières : DPGF
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les annexes CCTP
- Le Certificat de visite des lieux
- Le Mémoire technique type

Ces documents doivent être acceptés sans aucune modification et dans leur intégralité.

3.2 Modification de détail

L'acheteur se réserve le droit d'apporter **au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4. MODALITES DE PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

4.1 Pièces à produire au titre de la candidature

Conformément aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

○ Une lettre de candidature ou formulaire DC1 :

- Dans le cas où le candidat fournit une simple lettre de candidature, il devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'est dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ; Les noms, coordonnées téléphoniques, télécopies, postales et courriels d'un responsable de ce dossier de candidature dans l'entreprise candidate.
- Le cas échéant, le jugement d'ouverture d'un redressement judiciaire, habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du présent marché.
- Le cas échéant, une déclaration de sous-traitance ou formulaire DC4.

○ Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 justifiant :

- Les renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Les renseignements concernant les **capacités techniques et professionnelles** du candidat :
 - Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
 - L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage ;
 - La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
 - Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
 - Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ;
 - Lorsque les produits ou les services à fournir sont complexes ou que, à titre exceptionnel, ils doivent répondre à un but particulier, un contrôle effectué par l'acheteur ou, au nom de celui-ci, par un organisme officiel compétent du pays dans lequel le fournisseur ou le prestataire de services est établi, sous réserve de l'accord de cet organisme ; ce contrôle porte sur les capacités de production du fournisseur ou sur la capacité technique du prestataire de services et, si nécessaire, sur les moyens d'étude et de recherche dont il dispose ainsi que sur les mesures qu'il prendra pour contrôler la qualité ;

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés au titre des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles. Il est rappelé que l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale : il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

En cas de sous-traitance, le candidat peut se prévaloir des capacités d'un sous-traitant pour satisfaire aux exigences du marché. Dans ce cas, il devra justifier qu'il dispose des capacités du sous-traitant. Il exigera de celui-ci les mêmes pièces que celles qui lui sont demandées et les joindra à sa candidature. En outre, il produira un engagement écrit du sous-traitant faisant état de son accord pour exécuter les prestations.

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en vertu des critères pondérés énoncés ci-après, sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours à compter de la notification du marché :

- Un état annuel des certificats fiscaux et sociaux relatif à sa situation au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle le présent marché a été passé ;
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivrés par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois, ou, le cas échéant, une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Le cas échéant, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire.

Afin de raccourcir les délais de procédure, il est possible pour le candidat de joindre à sa candidature ces documents, étant ici précisé, qu'ils ne seront pas pris en compte dans le cadre de la procédure de vérification des conditions de participation.

- **Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique,** les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents relatifs à la capacité des entreprises - **DC2) ci-avant :**
 - Si le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique **de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique sous réserve que :**
 - le candidat fournisse dans son dossier tous les éléments nécessaires à la consultation de ce système électronique ou de cet espace de stockage numérique (**indication de l'adresse électronique**) ;
 - l'accès à ceux-ci soit gratuit.

OU

- Si le pouvoir adjudicateur les détient par le biais d'une précédente consultation et qu'ils restent valables.

////////////////////////////////////
Ils doivent néanmoins indiquer sur le formulaire du DC2 qu'ils invoquent le « dites-le nous une fois » et se réfèrent aux documents déjà fournis à l'acheteur et dont la validité se poursuit.

- **Conformément à l'article R. 2143.4 du Code de la commande publique**, les candidats peuvent utiliser en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 :
 - **Le DUME (Document Unique de Marché Européen) établi conformément au modèle européen établi conformément au règlement 2016/7 du 5 janvier 2016,**
 - **Le e-DUME pouvant être complété en ligne sur la plateforme CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>, rubrique « Entreprise ».**
- ////////////////////////////////////

4.2 Pièces à produire au titre de l'offre

L'offre du candidat devra comprendre les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) dûment renseigné ;
- L'annexe financière pour l'offre de base dûment complétée (DPGF) ;
- L'annexe financière pour l'offre en variante dûment complétée (DPGF) ;
- Une attestation sur l'honneur d'avoir pris connaissance et accepter sans aucune modification ni réserve le CCAP et le CCTP, ainsi que les documents qui y sont annexés ;
- L'attestation de présence à la visite obligatoire ;
- Un relevé bancaire (IBAN-RIB) **ORIGINAL**.
- Un mémoire technique (**format WORD**) respectant la forme du mémoire technique transmis, décrivant les mesures que le soumissionnaire se propose de mettre en œuvre pour l'exécution de la mission.

Les CCAP et CCTP ne sont pas à remettre dans l'offre, seuls les documents détenus par le maître d'ouvrage font foi. L'attributaire du marché recevra lors de la notification du marché l'acte d'engagement avec sa mise au point le cas échéant, et les CCAP et CCTP applicables à la présente consultation.

5. VISITE DU SITE OBLIGATOIRE

Les candidats doivent se présenter obligatoirement sur le site où une visite des locaux et installations sera organisée par Monsieur Patrick LODENS (06 74 93 29 83) sur les semaines 30 et 31.

Les candidats pourront visiter toutes les autres installations et effectuer tous relevés ou contrôles qui s'imposent. Il ne sera pas tenu compte, après la remise des offres, des réclamations fondées sur l'ignorance de la consistance technique des installations.

Elle concerne les sites suivants :

- Site 1 : Fleurs H

- Site 2 : Vignerons
- Site 3 : Aci Qu'Em Plan
- Site 4 : Anglas
- Site 5 : Ansabère
- Site 6 : Arlas
- Site 7 : Rabelais

A l'issue de ces visites, une attestation de présence sera remise aux candidats qui devront la joindre à leur offre, comme précisé à l'article 4.2 ci-dessus. **A défaut, l'offre sera irrégulière.**

Une visite optionnelle d'autres sites pourra être effectuée sur demande.

6. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'appel d'offres ouvert est la procédure par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs portés à la connaissance des candidats ci-après. Avant de procéder à leur classement, le pouvoir adjudicateur s'assure de la recevabilité des offres.

En principe, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières peuvent toutefois être régularisées dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

DEMANDER DES PRECISIONS OU DES COMPLEMENTS

Formulaire : OUV 6

But :

- Améliorer la compréhension de l'offre notamment sur des aspects techniques ou rectifier des erreurs minimales (erreurs d'opération, discordance entre la lettre et le chiffre pour une même somme ou une même durée, même montant apparaissant plusieurs fois, contradiction entre 2 dispositions)

Contenu :

Pour le Maître d'Ouvrage :

- Demander des explications sur la teneur de l'offre, sur son contenu ou de corriger des petites erreurs

Pour l'entreprise :

- Communiquer des détails permettant de décrire plus clairement l'offre ou de l'expliquer avec une plus grande exactitude

Demander des précisions en appel d'offres ne préjuge en rien de la régularité de l'offre

DEMANDER DES JUSTIFICATIONS SUR UNE OFFRE SEMBLANT ANORMALEMENT BASSE

Formulaire : OUV 6

But :

- Comprendre une offre pour décider de la rejeter ou pas (décision motivée)

Contenu :

Pour le Maître d'Ouvrage :

- Demander des justifications sur la teneur de l'offre

Pour l'entreprise :

- Communiquer des justifications tenant notamment aux aspects suivants :

1° Les modes de fabrication des produits, les modalités de la prestation des services, les procédés de construction ;

2° Les conditions exceptionnellement favorables dont dispose le candidat pour exécuter les travaux, pour fournir les produits ou pour réaliser les prestations de services ;

3° L'originalité de l'offre ;

4° Les dispositions relatives aux conditions de travail en vigueur là où la prestation est réalisée ;

5° L'obtention éventuelle d'une aide d'Etat par le candidat.

AUTORISER UNE REGULARISATION

Formulaire : NON

But :

- Régulariser une offre incomplète

Contenu :

Au niveau de la candidature :

- Les documents manquants sont régularisables sous 5 jours à compter de la saisine des services de Pau Béarn Habitat.

Au niveau de l'offre :

L'absence du mémoire technique ou l'absence d'un document concernant la proposition financière (AE/BPU/DEVIS) n'est pas régularisable.

Le Maître d'Ouvrage peut :

- Régulariser l'absence de signature de l'acte d'engagement
- Demander les fiches produits ou fiches techniques manquantes.
- Demander la production du DQE ou CDPGF.
- Demander le complément sur quelques lignes du BPU/CDPGF non renseignées.
- Demander la rectification d'une erreur sur le prix (ligne BPU ou ligne du CDPGF) à condition que cette erreur soit matériellement grossière ou minime.

7. VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET CRITERES D'ATTRIBUTION

La vérification des conditions de participation est effectuée conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de régulariser leurs candidatures qui auront été déclarées irrégulières. Si, à l'issue de cette demande, les candidats concernés ne régularisent pas leurs candidatures dans le délai imparti par l'acheteur, celles-ci seront déclarées irrecevables.

Conformément à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous selon la pondération suivante :

CRITERES ET SOUS-CRITERES D'ATTRIBUTION	PONDÉRATION
1. Prix	40 %
2. Valeur technique	60 %

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée au présent règlement de consultation, ou de la date limite de réception des offres finales en cas de négociations.

PRIX DES PRESTATIONS : (40 POINTS)

Chaque candidat obtiendra ainsi une note « Prix des prestations » sur 40 points.

Pour le sous-critère « P2 + P3 » : les offres des candidats seront notées proportionnellement les unes par rapport aux autres : l'entreprise la moins-disante obtient le maximum de points (offres anormalement basses exclues) et les autres entreprises obtiennent une note proportionnelle à l'écart entre leur offre et l'offre de l'entreprise la moins-disante selon la formule :

$$\text{Note candidat A} = (\text{Montant de l'offre économiquement la plus avantageuse} / \text{Montant de l'offre candidat A}) * \text{Base de notation}$$

Le montant de l'offre intègre la totalité des montants des postes P2/P3, pour l'ensemble des établissements et pour la durée totale du marché.

VALEURS TECHNIQUES (60 Points)

La note finale de valeur technique sera ensuite obtenue en additionnant l'ensemble des points obtenus pour chaque sous-critère de la valeur technique.

N° critère / sous-critère	Intitulé critère / sous-critère		Total
Critère 1 :	Moyens humains et organisationnels		20 points
	Temps annuel de maintenance préventive par intervenant, justification par rapport au montant P2	10 points	
	Organisation de l'équipe pressentie, description des rôles et des responsabilités	4 points	
	Compétences, habilitations et expériences des intervenants (CV)	3 points	
	Organisation de l'astreinte	3 points	
Valeur technique de l'offre	Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi énergétique et atteindre les objectifs énergétiques dans le cadre de l'intéressement		10 points
Noté sur 60 points	Moyens humains	3 points	
	Outils de suivi	5 points	
	Exemple du reporting périodique concernant la partie suivi énergétique	2 points	
	Suivi des performances de la maintenance		
	Indicateurs de suivi de la performance sélectionnés	2 points	

	Outils de suivi de la maintenance y compris l'historique des dépannages	6 points	
	Exemples des reportings périodique et annuel concernant l'exploitation-maintenance	2 points	
	Programme P3 préventif		10 points
	Consistance et planification du programme P3 préventif sur la durée du marché	5 points	
	Stock de consommables, de produits et de pièces de rechange	5 points	
	Pourcentage de gain énergétique		10 points
	<p>% de gains énergétiques annoncés dans le cadre de la mise en place de l'Intéressement. Les pourcentages seront pondérés par la consommation énergétique du site sur l'ensemble des sites soumis à intéressement.</p> <p>Le candidat ayant le pourcentage le plus élevé aura la meilleure note (au prorata des consommations de chauffage).</p>		
<u>Critère 2 :</u>	Part forfaitaire sur la durée du marché (P2 + P3 garantie totale +P3 obligatoire)		30 points
Le prix.	Moyenne des coefficients K (coefficients de vente sur les déboursés de fournitures, matériels et sous-traitance)		5 points
Noté sur 40 points	Moyenne des taux horaires		5 points

Les critères et notations seront identiques pour le jugement des offres de base et des offres en variante.

Le choix de l'attributaire sera effectué par une Commission d'Appel d'Offres.

Calcul des notes finales

La note finale de chaque candidat correspond à la somme des notes obtenues pour chaque critère. Le candidat obtenant la meilleure note est classé en 1^{ère} position.

NB : Les notes seront exprimées avec deux chiffres après la virgule. Elles seront arrondies de la manière suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centième inférieur.
- S'il est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centième supérieur.

En cas d'égalité entre les notes, celles-ci seront alors exprimées avec 3 chiffres après la virgule, l'arrondi s'effectuant alors selon la même règle que ci-dessus mais à partir du 4^{ème} chiffre, et ainsi de suite afin de départager les candidats.

En cas de discordance dans l'offre d'un candidat entre le prix en lettres et le prix en chiffres, le premier prévaut sur le second.

En cas d'erreur de calcul ou de report dans la décomposition d'un prix forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte pour le choix des offres. Toutefois, si le candidat est sur le point d'être retenu, il pourra être invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en cohérence avec le prix forfaitaire ; en cas de refus, son offre serait éliminée comme étant irrégulière car non cohérente.

Les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer le marché devront transmettre électroniquement les documents demandés en application de l'article 46 du Code des marchés publics.

A défaut de production de ces documents dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, le marché ne pourra lui être attribué.

Le pouvoir adjudicateur sera alors informé de l'absence de production des certificats et attestations par le candidat initialement retenu et de l'envoi, le cas échéant, de la demande de présentation des certificats et attestations au candidat classé immédiatement après lui.

8. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée au présent règlement de consultation, ou de la date limite de réception des offres finales en cas de négociations.

9. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur <https://demat-ampa.fr>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, l'acheteur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel l'acheteur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .docx ou .xlsx ou .pptx
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe ».
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

En cas de marché alloti, les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit dans ce cas être sans ambiguïté. L'acheteur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » : tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par l'acheteur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Les plis électroniques doivent être présentés de façon à distinguer les pièces de la candidature et de l'offre (deux fichiers distincts).

Copie de Sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- Une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est exigé le format suivant : clé USB.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'acheteur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

PAU BÉARN HABITAT
45, boulevard Alsace Lorraine
BP 1101
64011 PAU CEDEX

Offre pour le Marché de prestations d'exploitation et de maintenance des installations de
production de chauffage et d'ECS
Marché P2/P3 de type PF ou PFI

COPIE DE SAUVEGARDE
NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS

10. MODALITES DE SIGNATURE DE L'OFFRE

Il est précisé que les pièces constitutives de l'offre n'ont pas besoin d'être signés au stade de la remise de l'offre.

La signature des pièces contractuelles du marché par l'attributaire sera obligatoire à l'issue de la notification du marché.

La signature électronique n'est pas imposée.

11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, leurs questions par le biais de la plateforme de dématérialisation des marchés publics (dans l'onglet « questions/réponses »).

12. INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tribunal Judiciaire de Pau

Place de la Libération

64000 PAU

Tél : 05 47 05 34 00

Fax : 05 59 82 46 64

Les renseignements relatifs aux délais d'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du greffe du tribunal judiciaire de Pau.

Courriel : tj-pau@justice.fr